pour la table
pour la cuisine
pour la pâtisserie
LE TIP remplace le BEURRE
IL EST AUSSI BON et COÛTE BEAUCOUP MOINS CHER

76e Année. — N° 363 — Le numéro : 25 centimes — MARDI 29 DÉCEMBRE 1931.

Journal de Roubaix

DIRECTRICE : MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS — Nord et limitrophes : 3 mois, 22.00 ; 6 mois, 40.00 ; 1 an, 76.00 — Autres départements : — 23.00 ; — 43.00 ; — 80.00 — Belgique : — 25.00 ; — 48.00 ; — 90.00 — Union Postale : Tarif A : — 35.00 ; — 70.00 ; — 140.00 — Tarif B : — 50.00 ; — 100.00 ; — 200.00

ANNONCES — REDACTION — ROUBAIX : 63 à 71, Grande-Rue. Tél. 34, 9.69 et 19.04. Int. 6. — TOURCOING : 26, rue Carnot. Tél. 87. — LILLE : 5, rue Faidherbe. Tél. 57.07. — PARIS : 13, boulevard des Italiens. Tél. Louvre 09.49. — MOUSCRON : 105, rue de la Station. Tél. 5.44. — CHÈQUES POSTAUX 67 LILLE

Les Grandes Marques Françaises
"PEUGEOT"
"PANHARD"
Tourisme et Véhicules Industriels
CONCESSIONNAIRE :
G. VENANT
90 et 90 bis
— GRANDE-RUE —
ROUBAIX

BILLET PARISIEN

Avant la conférence des gouvernements

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL.)

PARIS, 28 DÉCEMBRE. (MINUIT).

La préparation de la Conférence des Gouvernements, chargés d'étudier — une fois de plus — le problème des réparations, se poursuit dans les Chancelleries. C'est à tort qu'on avait annoncé qu'une invitation avait été adressée à M. Pierre Laval par M. Mac Donald. Cette invitation ne pourra être lancée utilement que lorsque les experts auront suffisamment déblayé le terrain.

Ce qui reste vrai des informations britanniques ou il était question de cette prétendue invitation, c'est le souci évident du Gouvernement de Londres de hâter la conclusion d'un accord relatif aux réparations. Les Anglais, depuis des années, plaident la cause de la « pauvre Allemagne » accablée sous le fardeau des réparations. Maintenant ils estiment qu'il faut, de nouveau, faire acte de générosité à son égard. Toutefois, ils ne sont pas sans rester perplexes devant l'attitude des Etats-Unis qui ne veulent pas entendre parler d'une révision des dettes contractées envers eux par les nations d'Europe.

Les créanciers européens de l'Amérique doivent-ils s'immoler purement et simplement au profit de celle-ci ? Nos amis britanniques ne poussent quand même pas si loin l'inconséquence. Mais ils opinent pour une déclaration de principe permettant la combinaison suivante : La France, la Grande-Bretagne et l'Italie proclameraient qu'elles sont prêtes à renoncer aux réparations si les Etats-Unis, de leur côté, renoncent à poursuivre le recouvrement de leurs créances sur leurs débiteurs européens. Ce serait l'ardoise nette.

Contre cette solution vraiment trop simple, la France s'est toujours insurgée. Nous soutenons que tout règlement du problème des réparations doit nous laisser un solde net, nous dédommageant en partie des pertes matérielles que nous avons subies sur notre territoire. Aussi, ne pouvons-nous prendre en considération la solution britannique. D'ailleurs, à supposer que nous entrions sur ce point dans les vues anglaises, l'Amérique ne consentirait certainement pas à nous y suivre. Or, elle ne nous suivrait qu'à condition de nous imposer ses volontés dans le domaine politique, notamment pour ce qui est du désarmement et de la révision des traités.

Actuellement, on ne peut donc songer qu'à des solutions provisoires, par elles-mêmes déjà fort délicates. Quant aux Allemands, leur presse soutient simplement qu'il n'y a plus qu'à proclamer leur insolvabilité « complète et définitive ». La situation, on le voit, est singulièrement confuse.

R...

Les Japonais s'avancent vers Kin-Tchéou

Shanghaï, 28 décembre. — Selon des nouvelles de source chinoise, de violents combats se déroulent entre Ying Keou et Seou Pang Tze et les troupes japonaises avancent progressivement vers Kin Tcheou.

Plus de cent Japonais auraient péri dans un combat à la baïonnette à Pan Chan, ce qui indique que les meilleures troupes régulières chinoises prennent part aux combats actuels.

Une violente bataille a été engagée contre les bandits chinois à Tchang Chia Tung, que se trouve à 6 kilomètres au nord-ouest de Tin Tchouang Tai. Les Chinois auraient subi de lourdes pertes et s'enfuient vers le nord.

De petits avions de bombardement japonais coopèrent avec la brigade du général Amano dans la poursuite des bandits.

On signale l'arrivée à Tien-Tsin d'un important contingent de troupes japonaises comprenant deux bataillons d'infanterie et des détachements d'artillerie.

Une déclaration officieuse japonaise publiée à Tien-Tsin déclare que l'envoi de ces renforts a simplement pour but de donner une plus ample protection à la concession japonaise et aux Japonais résidant dans la Chine du Nord, mais ne vise pas à engager une action positive dans cette partie du pays, sauf en cas de provocation.

D'autre part, M. Inoukaï a déclaré, dans une interview, que le Japon n'accepterait pas la Mandchourie, même si on la lui donnait, en raison des dépenses qu'entraînerait la défense de ses frontières. Le premier ministre a affirmé que le Japon ne désirait, en Mandchourie, qu'assurer la protection des droits que lui confèrent les traités.

TOUJOURS PLUS HAUT !...

M. HENRY FARMAN
qui construit l'avion stratosphérique qui doit dépasser seize mille mètres d'altitude (World Photos.)

LETTRE DE BRUXELLES

Dans l'expectative

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER.)

BRUXELLES, 28 DÉCEMBRE 1931.

Dans le désarroi grandissant, les citoyens plus préoccupés de l'intérêt général que des intérêts particuliers, cherchent les moyens de sortir du marasme. Ils sentent fort bien que la guérison ne s'opérera pas, tout d'un coup, par l'effet d'une baguette magique, comme à la foire. Ceux qui s'imaginent cela se leurrent. Il n'y a pas de combinaison possible en l'occurrence. Il y a une œuvre de longue haleine qui exigera des efforts ardus et pénibles. Le Gouvernement ne s'y trompe pas, d'autant plus que les manœuvres de l'Allemagne pour refuser, une fois de plus, de faire face à ses obligations, vont placer le pays devant la dure nécessité de payer lui-même ce que l'Allemagne aurait dû payer.

En l'occurrence les socialistes, et parmi eux les partisans de l'action directe, jouent sur le velours. Il leur est facile de monter la tête aux chômeurs et aux malheureux, en leur disant que tout le mal actuel vient du régime et que c'est celui-ci qu'il faut renverser, même par la Révolution. « Nous n'avons rien à y perdre, nous y, s'écriait la semaine dernière, à la Chambre, un député bourgeois communisant.

Voire ! Ce n'est point l'avis des chefs communistes, qui disent pis que pendre des chefs de la social-démocratie et qui socialistes.

Pour ceux qui suivent de près les mouvements de l'opinion, il est certain que si une action révolutionnaire doit éclater en Belgique, elle partira des ultra-avancés de l'extrême gauche. Les chefs socialistes seront parmi les plus menacés et on les verra pactiser avec les partis bourgeois pour résister à un mouvement qui, s'il réussissait, emporterait leurs œuvres comme le reste.

Le fiasco du dernier Congrès socialiste le prouve. En réalité, jamais comme aujourd'hui, la Belgique n'a eu plus besoin de bonne entente. Si, sur le terrain économique, malgré une situation financière moins mauvaise que celle de beaucoup de grands Etats, elle ne parvient pas à faire entendre sa voix à l'étranger, c'est parce qu'elle n'a pas encore trouvé la formule nécessaire et qu'elle se débat encore entre cent systèmes qui vont du protectionnisme le plus têtu au libre-échangiste le plus avancé des grands marchands d'Anvers aux petits cultivateurs des Ardennes, des pêcheurs de la côte aux mineurs du pays de Liége, des fabricants de briquets de Boom aux métallurgistes et aux verriers du bassin de Charleroi.

Au fond, la Belgique active, industrieuse, vaillante, laborieuse, étouffe sur son sol trop petit ; elle étouffe de plus en plus sous l'étreinte des barrières douanières qui l'enserrent. Le grand problème, c'est de desserrer cette étreinte. Comment ? Par des ententes avec l'étranger. Tout le monde est d'accord là-dessus. Les conversations sont entamées. Mais nul ne voit encore ce qu'elles produiront. A Londres, elles n'ont rien donné. Reste Paris.

S...

LE NOUVEAU CONSUL GÉNÉRAL DE FRANCE A RABAT

(Wide World photos.)
M. MERILLON
secrétaire général du Protectorat, est nommé consul général de France

DOUZE CENT STADES VONT ÊTRE CONSTRUITS EN FRANCE

Paris, 28 décembre. — Le président du Conseil a adressé à tous les ministres et sous-secrétaires d'Etat une lettre les invitant à employer d'extrême urgence, de manière à donner du travail aux chômeurs, les crédits qui leur ont été alloués sur l'outillage national.

M. Morinaud, sous-secrétaire d'Etat à l'Education physique a immédiatement répondu au président du Conseil que les 4/5es des projets ont déjà été, au cours des dix séances de la Commission des subventions examinés et votés ; que le dernier cinquième sera examiné cette semaine et qu'il est prêt d'ores et déjà à mandater vingt millions sur les trente qui sont alloués.

Il a demandé en conséquence que les trente millions soient mis immédiatement à sa disposition.

Ils seront répartis dans la quinzaine de manière à ce que les travaux des 1.200 stades projetés dans toute la France soient immédiatement commencés.

Les archives du Vatican

Visiter en esprit les archives du Vatican, en ayant pour guide dom Ursmer Berlière, l'un des plus illustres savants de l'ordre bénédictin, est un plaisir rare que savourèrent longuement, il y a quelques jours, à l'Université catholique de Lille, les auditeurs de sa remarquable conférence. Quand fut décidée il y a quelque trente ans la création de l'Ecole belge de Rome, institut national où sont reçus les jeunes travailleurs qui explorent les arcanes du passé, le gouvernement alla chercher à Maredsous dom Berlière et lui confia la mission de fonder le nouvel institut. C'est dire de quel crédit il jouissait dès lors dans le monde de l'éruditon et les hautes sphères de l'Etat.

Au prestige de la science, ce moine joint le charme d'une parole aisée, dépouillée de toute prétention littéraire ou oratoire au sens péjoratif du mot, mais sertie de finesse et d'humour, habile à dessiner en quelques traits d'un relief frappant le portrait de certains grands personnages avec lesquels il fraya au cours de ses labeurs : tels feu Mgr Duchesne qui tout en caressant ses gros angoras ne perdait jamais l'occasion de placer un mot spirituel ; le Père Denifle, dominicain hongrois, premier bibliothécaire du Vatican, un puits de science inépuisable ; le Père Ehrle, son successeur, un jésuite, aussi réservé que l'autre était exubérant, mais d'une obligeance sans limites.

Par eux, le directeur de l'Ecole belge fut introduit dans le sanctuaire du savoir dont sa conférence avait pour but de nous signaler les trésors.

C'est Léon XIII, le pape des gestes larges et des initiatives hardies, qui fit ouvrir à deux battants, sans restriction ni crainte, les portes des Archives pontificales. Il estimait avec raison, comme il le disait un jour dans sa Lettre au clergé de France, que la religion et l'Eglise n'ont rien à redouter de l'histoire, cette obstinée chercheuse de vérité. Voilà plus de trente ans que les historiens de toute nationalité et de toute opinion religieuse bénéficient de cette très intelligente mesure, et l'événement n'a cessé de justifier la conviction du pape.

Au fur et à mesure que l'on prenait connaissance des documents jusque-là ensevelis dans la poussière des armoires, on comprenait mieux non seulement le gouvernement religieux de la Papauté, mais aussi sa politique depuis le haut-moyen-âge jusqu'à la diminution progressive de son pouvoir temporel — dès la fin du XIIe siècle — et son abolition en 1870 par l'Italie unifiée. Des erreurs accréditées par la routine se réformaient grâce à la publication de document inédits ; des jugements hâtifs, des préjugés tenaces, des perversions parfois voulues sombraient devant l'évidence des faits révélés par les enquêtes nouvelles. Et si des fautes individuelles, graves quelquefois, étaient relevées à la charge de tel pontife, de tel dignitaire ecclésiastique considéré comme homme, l'institution sainte sortait indemne de l'épreuve et continuait sa marche lumineuse à travers mille obstacles — confirmation éclatante du caractère transcendant de son ministère.

De quels éléments sont composés ces archives ? Les papes, ayant été durant de longs siècles les promoteurs et les arbitres de la civilisations européenne, durent organiser en conséquence des services administratifs aux rouages multiples et complexes. De la correspondance échangée entre ces organismes et les nations intéressées (organismes qui, plus tard, s'appelèrent des Commissions cardinalices) naquirent en foule des documents de toute sorte : bulles, bref, lettres encycliques ou particulières, texte de causeries diplomatiques, de traités de paix et d'alliance, nominations aux évêchés et aux bénéfices ecclésiastiques, convocations aux Conciles, instructions adressées aux légats et aux nonces, etc., etc. Tout un monde infiniment varié de parchemins et de vélins puis de papiers, qu'il fallut classer lors de l'ouverture de la bibliothèque, ensuite inventorier au moins d'une façon sommaire pour qu'on pût en tirer parti.

Dom Berlière dut se contenter d'indiquer sommairement quelques-unes des grandes subdivisions du richissime dépôt. Ce sont par exemple, les registres contenant les actes proprement dits des Souverains pantofes.

Ce sont les suppliques adressées aux papes pour solliciter d'eux une réponse à toutes sortes de questions relevant du for intérieur ou extérieur : le fonds de la trésorerie et de la comptabilité ; toute la série des liasses jadis conservées au Palais d'Avignon et transférées à Rome lors du retour des papes dans la ville éternelle. A quoi il faut ajouter des collections précieuses, récemment cédées par des familles princières telles que les Farnèse, les Chigi, etc., ou gracieusement léguées par de généreux donateurs. On aura une idée de l'opulence de ces sections, quand on saura que plusieurs comptent plusieurs milliers d'in-folios d'une écriture dense et serrée. Les savants ont pour longtemps encore du pain sur la planche !

Nous eussions souhaité que dom U. Berlière pût se faire entendre de ceux qui s'obstinent à accuser les gens d'Eglise d'ignorantisme systématique : sa conférence fut la démonstration du contraire et elle eut tout le prestige d'une aveuglante évidence.

L...

GANDHI REÇU AVEC ENTHOUSIASME A BOMBAY, ANNONCE LA REPRISE DE LA RÉSISTANCE PASSIVE

Bombay, 28. décembre. — En arrivant à Bombay, Gandhi a été mis au courant des troubles de Peichaver.

Il s'est montré ému et a exprimé des doutes quand à la possibilité d'ajourner la reprise de la résistance passive. Une réception enthousiaste a été réservée au mahatma qui paraissait en excellente santé.

Des volontaires maintenaient l'énorme foule qui acclamait Gandhi que des délégués du congrès sont venus saluer.

Gandhi a pris place dans une automobile fleurie et a traversé la ville au milieu des acclamations.

— A Doubrevnik (Yougoslavie), un jeune matelot rentrant inopinément chez ses parents, après une absence de plusieurs années, a tué à coups de couteau son père, sa belle-mère et blessé grièvement sa sœur. Il s'est ensuite tranché à la gorge.

Le baptême d'un filleul de M. Doumer

Voici pendant le baptême, de droite à gauche : Mme CHARLES LEBOUCQ, *femme du député de Paris, marraine ; le petit* PAUL JUMEAUX, M. SERRE, *chef de Cabinet à l'Elysée, représentant M. Paul Doumer, et le Cardinal* VERDIER. (W.W.P.)

Paris, 28. décembre. Une cérémonie de baptême, d'un caractère tout particulier, a été célébrée, hier en la petite église Saint-Pierre, de Charenton, où fut porté sur les fonts le dernier-né d'une famille de quatorze enfants.

Le petit Paul Jumeaux, âgé de six mois, dont les parents demeurent à Charenton 13, rue Jean-Goujon, a pour parrain, M. Paul Doumer, président de la République, qui était représenté à la cérémonie par M. Serre, sous-directeur de son Cabinet, et pour marraine, Mme Charles Lebocq, femme de l'ancien député de la Seine.

Le petit Paul a été baptisé par le cardinal Verdier, archevêque de Paris.

L'Allemagne contre le traité de Versailles

Berlin, 28 décembre. — Le 1er janvier 1931 « La Germania », organe central du parti du chancelier Brüning donnait à son article de fond le titre suivant : « Cette année sera l'année de la révision ». Le 25 décembre 1931 le même journal intitulait son commentaire du rapport de Bâle : « La révision est en marche ».

Ce rapprochement n'est pas fortuit. Il résume de la façon la plus frappante l'idée centrale qui a inspiré toute la politique extérieure de l'Allemagne en 1931 telle que son gouvernement l'a poursuivie avec une continuité remarquable, quoique avec des fortunes diverses.

Suivant une tactique qu'il a obstinément suivie en dépit de ses échecs constants, le Gouvernement du Reich a cru affaiblir la propagande du parti hitlérien en faisant siennes certaines de ses revendications, mais il fut également poussé dans cette voie par ceux qui à l'intérieur même du ministère des Affaires étrangères du Reich combattaient depuis longtemps la politique de Stresemann. Le but nouveau qu'ils assignaient à la « politique active » du Reich était la dislocation du traité de Versailles.

L'attaque contre le traité de Versailles devait être menée sur trois objectifs : les clauses territoriales, les clauses de réparations, les clauses de désarmement. C'est pour porter un premier coup qu'on jugeait irrésistible au système politique de Versailles que l'on prépara le traité d'union douanière avec l'Autriche.

Lorsque après une longue préparation secrète, ce projet fut brusquement dévoilé, il fut accueilli avec enthousiasme par tous les éléments nationalistes.

L'affaire se termina sans gloire à Genève et elle coûta au ministre qui en avait assumé la responsabilité, sa vie ministérielle. Dans l'intervalle, la situation monétaire de l'Allemagne s'était durement aggravée. Les problèmes financiers prirent brusquement le pas sur les problèmes purement politiques. L'Allemagne se retourna vers les Etats-Unis et avec l'aide de ses créanciers américains, inquiets pour leurs capitaux, obtint l'intervention du président Hoover.

Le chancelier Brüning comprit alors l'erreur de la politique dirigée contre la France. La visite des ministres allemands à Paris en juillet, les conversations de Londres, la venue de MM. Laval et Briand à Berlin eurent incontestablement de bons effets psychologiques et aboutirent à un résultat pratique par la création de la grande commission économique franco-allemande.

Mais on méconnaîtrait la vérité en ne disant pas que ces contacts, si profitables qu'ils aient pu être, n'ont pas amené entre les deux pays un rapprochement véritable comme celui qu'avaient essayé ensemble de préparer MM. Briand et Stresemann.

La raison en est évidente. A l'heure de ses grandes difficultés financières en juillet et en août l'Allemagne a attendu de la France une aide matérielle immédiate. Mais ligoté par la phraséologie nationaliste qu'il fait trop souvent sienne le gouvernement allemand n'a pas cru pouvoir consentir en échéance de cette aide d'indispensables apaisements politiques.

La France a gardé son or et le gouvernement allemand poussé par la vague nationaliste dont il n'avait su ou voulu se dégager, soumis aux influences réactionnaires de la Reichswehr et de l'entourage du président d'Empire est revenu une forme nouvelle de la « politique active » si malheureusement inaugurée par l'affaire autrichienne. C'est contre le plan Young et contre les clauses de désarmement du traité de Versailles que l'Allemagne fait maintenant porter son effort.

"Hitler, homme de paille du Kronprinz"

Au cours d'une série d'articles sur la « Crise mondiale » qu'il publie dans l'« Echo de Paris », M. Charles Bonnefon écrit sous ce titre :

Le peuple allemand est mené, l'a toujours été et le sera encore très longtemps. L'Allemand, n'a ni volonté ni pensée forte, ni élan spontané. Il exécute le morceau choisi par ses chefs d'orchestre, passivement.

Le chef du pouvoir occulte, c'est le kronprinz. Nous savons aujourd'hui combien intimes étaient ses rapports avec Stresemann. C'est Frédéric-Guillaume qui approuva la politique de conciliation afin de nous mettre hors de Rhénanie ; c'est lui qui suggéra à Brüning sa résistance aux réparations ; c'est lui qui poussa Hitler vers le poste suprême en le discréditant par avance dans toute l'Europe.

Voici, selon notre confrère, comment la chose s'accomplit :

Derrière un état-major presque exclusivement militaire, des milliers de fonctionnaires et d'officiers secondaient le gouvernement occulte, qui n'a nullement accompli des miracles stupéfiants, puisqu'il disposait des forces vives et de la fortune allemandes.

— Mais, objecta un jour le kronprinz devant vingt personnes, tout cela n'est pas suffisant. Nous piétinons sur place et la République, en durant, peut s'affermir. Il nous faut un Mussolini qui copie tous les procédés du dictateur romain, mais qui soit, avec une grosse verve populaire et de l'action, le plus parfait imbécile que l'on puisse imaginer.

— Il y a Hitler, dit quelqu'un, un peintre-décorateur. Mais il est Autrichien.

— A merveille, répartit le kronprinz. C'est un atout de plus dans mon jeu. Je veux l'Autriche. Mais est-il vraiment aussi bête qu'on le prétend ?

— Nous lui ferons commettre, Altesse Impériale, toutes les sottises, toutes les stupidités. Et plus il sera inepte, plus le peuple allemand l'admirera, car, comme vous le savez, vos sujets futurs sont dépourvus de toute éducation politique. Et quand Hitler sera devenu un épouvantail pour l'Europe, un cauchemar pour la France, quand il signifiera la guerre, pour tout le monde, las de combattre... Clic ! ce diable rouge disparaîtra comme par enchantement dans sa boîte, avec ses bizarreries, et l'on verra surgir, casqué d'argent, Lohengrin traditionnel et diplomatique, Votre Altesse, comme le sauveur provisoire de la paix.

— Mais si Hitler rechignait ou regimbait ?

— Soyez tranquille ! Ce n'est pas seulement un imbécile : c'est un capon.

L'Allemagne s'arme à l'étranger

Paris, 28 décembre. — Hors séance un membre de l'Académie des Sciences M. Jean Rey a fait circuler et a remis à la presse la note suivante : « Un des collaborateurs financiers d'une maison importante de la Bourse de Paris a eu l'occasion de se rendre tout dernièrement en Hollande pour la négociation de diverses affaires. Il a recueilli dans cette visite des renseignements intéressants sur l'activité industrielle des constructeurs de matériel de guerre en Suède, en Danemark et en Hollande. Ce sont les commandes de matériel de guerre faites par les Allemands qui alimentent cette branche de la construction

» On fabrique pour l'Allemagne des obus, des munitions de toute nature, des canons et des affûts, des appareils de tir. En Hollande, dit M. Rey, ce sont les affûts pour gros canons qui sont usinés ; en Suède, les canons eux-mêmes ; au Danemark, les appareils accessoires. Le paiement de ces commandes s'effectue de la manière la plus régulière sans aucun retard et les fabricants de ces différents pays déclarent que ces commandes les alimentent d'une façon importante. D'autre part les industriels italiens fabriquent une grande quantité de munitions de petit calibre pour mitrailleuse et fusils destinés à l'Allemagne ».

Le Nord et le Pas-de-Calais comptent 57 villes de plus de 10.000 habitants

Le « Journal officiel » publie les résultats du dernier recensement de la population française.

Nous avons dit, il y a quelques jours, que la population avait augmenté, dans le Nord, de 60.267 habitants, et dans le Pas-de-Calais, de 23.279 habitants, depuis le dernier recensement.

Voici maintenant le classement nouveau de nos grandes villes et le chiffre de leur population :

6me ville de France, Lille, avec 201.568 habitants ; 15e, Roubaix (117.190) ; 30e, Tourcoing (81.972) ; 40e, Calais (70.213) ; 55e, Boulogne (51.854) ; 69e, Valenciennes (42.359) ; 71e, Douai (41.598) ; 87e, Lens (33.513) ; 95me, Bruay-en-Artois (31.831) ; 96e, Dunkerque (31.763) ; 101e, Wattrelos (30.647) ; 105e, Arras (29.981) ; 108e, Cambrai (28.542) ; 114e, Denain (27.767) ; 124e, Lévin (26.698) ; 139e, Maubeuge (24.221) ; 149e, Armentières (22.704) ; 150e, Hénin-Liétard (22.631) ; 158e, La Madeleine (21.507) ; 168e, Lomme (20.684) ; 169e, Croix (20.652) ; 175e Béthune (19.956) ; 178e, Carvin (19.543) ; 186e, Marcq-en-Barœul (19.163) ; 202e, Hellemmes (18.096) ; 205e, St-Omer (17.815) ; 225e, Avion (16.465) ; 226e, Berck (16.433) ; 236e, Anzin (16.090) ; 237e, Hautmont (16.012) ; 239e, Rosendaël (15.808) ; 252e, Hazebrouck (14.859) ; 255e, Sallaumines (14.749) ; 256e, Saint-Amand (14.720) ; 262e, Lambersart (14.377) ; 266e, Loos (14.263) ; 273e, Fourmies (13.815) ; 277e, Auchel (13.623) ; 278e, Halluin (13.588) ; 283e, Marles-les-Mines (13.291) ; 291e, Caudry (13.056) ; 296e, Raismes (12.866) ; 312e, Saint-Pol-sur-Mer (12.422) ; 318e, Harnes (12.181) ; 319e, Nœux-les-Mines (12.168) ; 312e, Sin-le-Noble (12.133) ; 327e, Coudekerque (11.867) ; 334e, Wasquehal (11.707) ; 339e, Somain (11.577) ; 342e, Calonne-Ricouart (11.497) ; 354e Escaudain (11.238) ; 366e, Haubourdin (10.916) ; 377e, Méricourt (10.496) ; 378e, Billy-Montigny (10.492) ; 380e, Farlin (10.410) ; 383e, Malo (10.296) ; 392e, Divion (10.156).

Il y a donc 35 villes dans le Nord de plus de 10.000 habitants et 22 dans le Pas-de-Calais.

La France entière en compte 300.

Avant de mourir un boucher niçois accuse son fils de l'avoir tué

Nice, 28 décembre. — Au cours de la nuit, M. Jean Christini, 29 ans, boucher, entendit des plaintes qui semblaient provenir d'une grange à foin attenante à sa maison de campagne. Il découvrit là, quelques instants après, son voisin, M. Etienne Braquet, inanimé et couvert de sang. M. Christini donna aussitôt l'alarme et, tandis qu'on allait prévenir un voisin, M. Gaziglia, restaurateur, il recueillait, de la bouche même du blessé, que l'on avait pu ranimer, cette troublante accusation :

— C'est mon fils Antoine qui a tiré sur moi. C'est mon fils !

M. Gaziglia accourut en toute hâte. Pendant que des personnes veillaient sur le blessé, il alla, en compagnie de M. Horace Brun, cultivateur, appeler le jeune homme, Antoine, au domicile familial. Tout semblait dormir. Au bout de plusieurs appels, une lumière éclaira une persienne qui s'ouvrit aussitôt :

— Qu'y a-t-il ?

— Ton père vient d'être blessé d'un coup de fusil. Il est mourant, et il t'accuse. Viens !

Antoine Braquet, soldat au 24e bataillon de chasseurs, revêtit sa tenue et se précipita :

— Mais non, dit-il, ce n'est pas moi, j'étais couché. Tout le monde vous le dira ; et puis, malgré les méchancetés de mon père, je l'aimais bien ; on s'apprêtait même à lui souhaiter sa fête.

Transporté à l'hôpital Saint-Roch, à Nice, le blessé y succombait quelques heures plus tard. Antoine Braquet proteste de son innocence avec des accents émouvants :

— C'est vrai, dit-il, que mon père ne m'aimait pas beaucoup, mais je ne serais pas allé jusqu'au parricide. La nuit du drame, j'ai quitté le restaurant Gaziglia vers minuit 45, un peu après l'arrivée de mon père. J'avais passé la soirée dans cet établissement en compagnie de mon frère Marius et de ma fiancée, Catherine Rolland, blanchisseuse. Nous sommes allés raccompagner ma fiancée chez elle. A 1 h. 30, nous avions regagné la maison ; mon frère, fatigué, alla tout de suite se coucher. A ce moment, un de mes cousins, M. Honoré Gaziglia, 51 ans, blanchisseur, qui habite une chambre mitoyenne, me donna rendez-vous pour une partie de boules qui devait se dérouler dans la matinée du lendemain. Je suis alors monté dans ma chambre. Assis sur le bord de mon lit, j'ai cousu un bouton à ma chemise militaire. A ce moment, j'entendis dans la nuit une détonation. N'y prêtant pas grande attention, je me couchai et m'endormis. Vers 2 heures, M. Horace Brun vint m'appeler.

» Je n'avais aucun motif pour commettre cet acte. J'ai la conscience nette !

M. Honoré Gaziglia, M. Marius Braquet, Mme Braquet mère, Mlle Rolland confirmèrent tous ces points : à 1 h. 30, Antoine Braquet avait regagné son domicile et n'était plus ressorti.

Or, la détonation fut perçue vers cette heure-là.

La question des salaires dans l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing

Nous avons rapporté dernièrement la décision du Syndicat des peigneurs qui fixait à 10 % et pour le 4 janvier la baisse des salaires dans les établissements de ses adhérents.

Les syndicats ouvriers du textile, on le sait, avaient été avisés officiellement de cette mesure.

Or, lundi après-midi, les délégués du Syndicat cégétiste conduit par M. Henri Lefebvre, secrétaire du Syndicat cégétiste du textile, étaient reçus au siège du Syndicat des peigneurs, 34, rue Pellart.

Suivant les déclarations que nous a faites M. Henri Lefebvre, les délégués ouvriers ont demandé au cours de l'entrevue un délai pour permettre un examen plus approfondi de la situation. Cependant, le Syndicat patronal des peigneurs aurait décidé de maintenir pour la date du 4 janvier l'application prévue de réduction des salaires.

Les délégués des Syndicats libres furent également reçus dans la soirée par le Syndicat patronal des peigneurs.

Par ailleurs, ainsi que nous l'avions annoncé, ont été entamées, également lundi après-midi, les entrevues au siège du groupement des patrons indépendants suivant la procédure établie par l'accord Laval de juillet dernier.

Hier après-midi les échanges de vues ont eu lieu entre les représentants du groupement et ceux des Syndicats libres.

Aujourd'hui après-midi seront reçus les délégués des Syndicats cégétistes.

Le double assassinat de Verneuil a été reconstitué hier

Epernay, 28 décembre. — Le Parquet d'Epernay a saisi le journal qu'avait écrit Ardinat, qui tua à Verneuil la nuit, après avoir pénétré dans leur chambre, Mlle Gilberte Voile, son ancienne fiancée, et la sœur de celle-ci.

Ce journal expose ses espérances de mariage avec Mlle Gilberte Voile, sa haine d'avoir été évincé et de se voir préférer un jeune homme habitant une commune voisine.

Depuis longtemps, l'assassin épiait la jeune fille. Il avait touché 80.000 francs après un accident d'automobile dont il avait été victime. Devenu infirme d'une jambe et d'un bras, sa jalousie s'était accrue.

Il était aussi affecté par la dépréciation de ses titres qui réduisait la petite fortune qui lui était indispensable pour vivre.

La reconstitution du crime a été faite lundi, en présence du Parquet. On a la certitude qu'Ardinat, après avoir cassé une vitre de la fenêtre de la cuisine, pénétra dans la maison, en se dirigeant à l'aide d'une lampe électrique qu'il portait toujours sur lui. Il est entré ensuite dans la chambre à coucher de ses victimes. Il connaissait les aires, ayant habité longtemps la maison.

L'autopsie des sœurs Voile a permis d'établir que les jeunes filles ont été tuées pendant leur sommeil.

L'aînée, Gilberte, a été tuée de deux balles tirées à bout portant. Son visage portait, en effet, des traces de poudres. Sa cadette, Marie-Louis, a été tuée de trois balles, l'assassin ayant tiré à quelques centimètres de sa victime, par-dessus le cadavre de la sœur aînée.

L'enquête avait fait supposer qu'Ardinat s'était suicidé en se jetant dans la Marne. Or, des chasseurs ont découvert, dans le bois situé non loin du village, des traces fraîches de son pilon. On pense que l'assassin s'est réfugié dans le bois.

UNE BELLE PERFORMANCE AÉRIENNE

(Wide World photos.)
Les aviateurs RODRIGUEZ *et* HAYA *ont réussi le raid Espagne-Guinée espagnole. La distance couverte par les Espagnols est de 4.500 kilomètres environ. Ils ont donc parcouru cette distance en moins de 26 heures. Notre photo montre de gauche à droite :* HAYA *et* RODRIGUEZ.